

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	16.10.2023	2023-506	4.1/4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

**SEANCE N° 20 DU 16 OCTOBRE 2023**  
20 questions, numérotées de 2023-490 à 2023-509

**DELIBERATION**

**COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)  
MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET DE FINANCEMENT**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

**Adjoins** : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

**Conseillers** : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

**Procurations :**

Mandants	Mandataires	Questions
Chantal MARCHAND	Yvette LERICHOMME	Ensemble de la séance
Sophie RENAUDIN	Jacques DUPERRON	
Nesrin YANAR	Subay SAHIN	
Noël DJEZAIRI	Yves GOSDOUÉ	
Jérémy PRÉVOST	Dominique ARMAND	
Emmanuelle BERGOT	François LEPRINCE	
Sylvie DUFOUR	Stéphane BÉNIS	
Tâm NGUYEN	Jean-François BRISSET	

**Absents** : Inès CHATÉ (ensemble de la séance), Angela PRESSE (2023-490 à 2023-493), Omar AYAD (2023-490 à 2023-500) et Thierry AUBI (2023-490 à 2023-507).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33 Quorum : 17	2023-490 à 2023-493	21	29
	2023-494	22	28
	2023-495	22	30
	2023-496	22	29
	2023-497 à 2023-500	22	30
	2023-501	23	31
	2023-502	23	30
	2023-503	23	31
	2023-504 à 2023-505	23	30
	2023-506 à 2023-507	23	31
	2023-508 à 2023-509	24	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
10.10.2023	18 H 45	Yvette LERICHOMME	20 H08	17.10.2023	19.10.2023

# RAPPORT

présenté par  
Gaëlle PIOLINE  
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Gestion du personnel		18	04.10.2023	5	
CONSEIL	Séance	20	16.10.2023	N° d'ordre	N° délibération
				17	2023-506

OBJET	COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF) - MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET DE FINANCEMENT
-------	-------------------------------------------------------------------------------------

VA/AG/JS

Chers Collègues,

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics a été redéfini par l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 et le décret n°2017-928 du 6 mai 2017. Ceux-ci ont modifié l'article L115-4 et les articles L422-8 à L422-19 du Code général de la fonction publique.

Ces dispositions du droit à la formation ont pour objectif de favoriser le développement professionnel et personnel des agents, faciliter leur parcours professionnel, leur mobilité et leur promotion ainsi que l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants et de permettre l'adaptation aux évolutions prévisibles des métiers, de concourir à l'égalité d'accès aux différents grades et emplois, en particulier entre femmes et hommes, et à la progression des personnes les moins qualifiées.

Ainsi, s'appuyant sur ces textes, les agents publics bénéficient depuis le 1er janvier 2017 **d'un compte personnel d'activité (CPA)**. Cet outil leur permet de se constituer un capital d'heures de formation, à utiliser à leur initiative, dans le but de faciliter la construction de leur parcours professionnel.

Chaque agent procède lui-même à l'ouverture de son propre compte sur un espace numérique dédié, actuellement « [moncompteformation.gouv.fr](http://moncompteformation.gouv.fr) » administré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Le CPA, dans la fonction publique, s'articule autour de deux dispositifs :

- **Le compte personnel de formation (CPF)** qui se substitue au droit individuel à la formation (DIF) permet de suivre des actions de formation en vue d'obtenir une qualification ou de nouvelles compétences pour accéder éventuellement à de nouvelles responsabilités, engager une mobilité professionnelle ou une reconversion au sein de la fonction publique ou vers le secteur privé, dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle personnalisé et structuré.  
Le calcul des droits est fixé conformément aux textes en vigueur.
- **Le compte d'engagement citoyen (CEC)**, mentionné à titre indicatif dans la mesure où son activation n'est pas encore d'actualité, valorise les engagements dans la société civile en recensant les activités de bénévolat, de volontariat ou de maître d'apprentissage permettant ainsi d'acquérir un crédit d'heures de formation supplémentaire.

Désormais la loi n° 2022-1587 du 19 décembre 2022 visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation interdit tout démarchage commercial des titulaires d'un compte personnel de formation.

L'interdiction porte sur :

- la collecte de données personnelles, notamment le montant des droits inscrit sur le compte «moncompteformation», et les données d'identification permettant d'y accéder,
- la proposition de contrat portant sur des actions de formation relevant du CPF (sauf s'il s'agit de sollicitations en lien direct avec une action en cours).

<b>COMMUNE  DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.10.2023	2023-506	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

La loi prévoit également que l'ensemble des organismes de formation soient référencés sur le portail [Moncompteformation.gouv.fr](http://Moncompteformation.gouv.fr) et autorise la Caisse des dépôts, gestionnaire de l'application, à supprimer de ce référencement tout organisme ayant pu procéder à un démarchage de ce type.



Le CPF est un outil facilitant l'évolution professionnelle de son titulaire qui l'actionne à son initiative à l'appui d'un projet professionnel formalisé et sous réserve de l'accord de son employeur.

Les modalités d'application du CPF sont définies par le décret n° 2017- 928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie. Localement elles s'établissent comme suit :

## **1 - Modalités d'instruction des demandes d'utilisation des droits acquis au titre du CPF :**

### **1-1 Dépôt des demandes :**

Préalablement au dépôt de leur demande, les agents peuvent bénéficier d'un accompagnement de la collectivité pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre leur projet et leur proposer, éventuellement, des mesures complémentaires ou alternatives d'accompagnement. Ainsi, la Direction mutualisée des Ressources Humaines est à leur disposition pour les assister dans la mobilisation des dispositifs les plus adaptés.

Les demandes de mobilisation du CPF sont initiées en principe dans le cadre des entretiens professionnels de fin d'année. Elles sont recevables jusqu'au 1er février suivant. Celles-ci doivent impérativement être transmises par écrit à l'Autorité Territoriale.

Les dossiers présentés hors délais ne seront pas instruits immédiatement sauf dérogation. Ils pourront être présentés à l'issue de la campagne d'évaluation suivante.

### **1-2 Dossier de demande :**

La demande écrite est formalisée par un dossier qui comporte les renseignements suivants :

- la nature du projet personnel soutenu par l'agent et les objectifs poursuivis (motivation, fonction visée, compétences, diplôme ou qualification à acquérir...),
- le programme, la nature et les modalités d'organisation de la formation visée précises (type de formation : diplômante, certifiante, ou professionnalisante, ses prérequis, dispensée en présentiel ou en distanciel, etc.) ;
- le coût de la formation (produire des devis) et frais de déplacement envisagés,
- le lieu, la durée de la formation et le calendrier envisagé,
- si l'organisme de formation sollicité est privé, produire le justificatif certifiant de son habilitation à dispenser une formation au titre du CPF,
- toute autre information utile à la compréhension du projet.

### **1-3 Commission de sélection :**

Les demandes seront examinées par une commission qui sera composée comme suit :

- un représentant de l'autorité territoriale, et/ou un représentant de la Direction Générale,
- un ou plusieurs représentants de la Direction mutualisée des Ressources Humaines et notamment le personnel en charge de la formation,
- le cas échéant, un représentant de la direction dont relève l'agent.

#### **1-4 Critères de sélection :**

Lors de l'instruction, la commission vérifie que :

- le dossier est complet,
- le compte personnel de l'agent en permet sa mobilisation,
- l'organisme de formation choisi est dument habilité, et la formation éligible au CPF,
- le calendrier d'absence au travail est compatible avec les nécessités de service,
- le financement du projet est compatible avec les plafonds définis par l'organe délibérant.

La collectivité donnera la priorité aux actions qu'elle peut assurer (formations dites « intra ») ou relevant du CNFPT. Pour autant, la réglementation prévoit également que soient privilégiées les actions suivantes :

- Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions,
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles,
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Notons enfin que lorsque la demande de formation de l'agent concerne le suivi du socle de connaissances et de compétences axé notamment sur la communication en français, les règles de calcul et de raisonnement mathématique (type « CléA »), la collectivité est tenue d'y faire droit. Toutefois, elle peut, pour des raisons de nécessité de service, différer la mobilisation du CPF.

#### **1-5 Validation par la collectivité :**

La collectivité notifie sa décision, par écrit, dans un délai de 2 mois suivant le dépôt d'un dossier recevable. Toutefois, une absence de réponse ne vaut en aucun cas accord de la collectivité. Toute décision de refus doit être motivée et peut faire l'objet d'un recours devant les instances paritaires et/ou de plein contentieux.

Si une demande de mobilisation du CPF a été refusée pendant deux années consécutives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé par l'autorité territoriale qu'après avis de l'instance paritaire compétente.

### **2 - Le financement :**

Le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 prévoit que l'employeur prenne en charge les frais pédagogiques en fonction du plafond qu'il aura lui-même fixé et qu'il peut prendre en charge les frais occasionnés par les déplacements afférents.

L'augmentation du taux horaire appliqué par les organismes de formation incite les collectivités à modifier les seuils précédemment fixés afin de maintenir l'accès des agents aux formations personnelles et la possibilité de mettre en œuvre leur projet d'évolution professionnelle.

Il est ainsi proposé de fixer ce plafond de prise en charge comme suit :

<b>Plafond par projet individuel</b> , par exercice budgétaire, comprenant les frais pédagogiques. Tout dépassement horaire restera à la charge de l'agent.	<b>3 000€ TTC</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------

Tout départ en formation fera l'objet d'une autorisation d'absence validée par le responsable hiérarchique.

Conformément à la réglementation, en cas de constat d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans motif valable, l'agent doit rembourser l'ensemble des frais engagés par la collectivité.

Notons enfin que les crédits nécessaires seront votés pour la prise en charge des frais correspondants, dans le cadre du budget annuel des collectivités.

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 22 septembre 2023,

<b>COMMUNE DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.10.2023	2023-506	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

**IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :**

- 1 - ARRETER** les modalités de mise en œuvre du CPF comme exposées ci-dessus,
- 2 - DECIDER** de fixer les plafonds de prise en charge des frais pédagogiques et de déplacement dans les conditions ci-dessus exposées,
- 3 - PRECISER** que ces dispositions seront intégrées au guide de formation à l'occasion de sa prochaine refonte,
- 4 - INSCRIRE** les crédits nécessaires à la prise en charge de ces frais correspondants.

*ADOpte A L'UNANIMITE.*

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yve GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20231016-2023-506-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/10/2023

Publication : 19/10/2023